SENAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 7 MARS 1922

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à l'acquisition et à la perte de la nationalité.

(Voir les nos 38 et 440 (session de 1919-1920), 289, 343, 358, 362, 388, 401, 483 (session de 1920-1921) et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séances des 15 et 22 juin, 20, 26 et 28 juillet 1921 ; le n° 234 (session de 1920-1921) du Sénat.)

Présents : MM. le comte GOBLET D'ALVIELLA, président ; BRAUN, DESWARTE, DU BOST, MOSSELMAN, le baron ORBAN DE XIVRY, PIRARD, VAN FLETEREN et VAUTHIER, rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi soumis à l'examen du Sénat réunit et, en quelque façon, codifie les dispositions légales relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité belge. D'autre part, il apporte au régime actuellement en vigueur des modifications très sensibles.

Aujourd'hui l'acquisition et la perte de la nationalité belge sont régies par la loi du 8 juin 1909, sauf toutefois les cas de naturalisation, lesquels sont soumis à la loi du 6 août 1881. Le Projet de Loi traite à la fois de ces diverses matières. Il y a là une simplification qui mérite, bien certainement, d'être approuvée.

Avant de passer en revue les réformes réalisées par le Projet de Loi, il ne semblera pas inutile de caractériser brièvement ce que ces réformes présentent d'essentiel.

La loi du 8 juin 1909 se montrait extrêmement tolérante en ce qui concerne l'acquisition de la nationalité belge. Dans un assez grand nombre de cas, le fait seul de la naissance ou d'une résidence quelque peu prolongée sur notre territoire entraînait pour l'intéressé l'attribution de la qualité de Belge. Les sanglants événements auxquels nous avons été mêlés ont dû nécessairement nous rendre plus circonspects à cet égard. Trop souvent, hélas ! on a dû constater que des étrangers devenus Belges de plein droit, grâce à l'indulgence de nos lois, avaient conservé de

secrètes attaches avec un pays d'origine qui ne songeait qu'à opprimer ou à détruire la Belgique. De pareils abus ne sauraient se renouveler. L'acquisition de la qualité de Belge ne se conçoit que moyennant une déclaration formelle de volonté. Encore faut-il que cette déclaration soit assujettie à un contrôle sévère. L'une des créations originales du Projet de Loi est d'avoir fait participer le pouvoir judiciaire à l'exercice de ce contrôle. On rencontre ici des garanties d'attention et d'impartialité dont profiteront à la fois la communauté entière et les intéressés eux-mêmes.

En ce qui touche spécialement la naturalisation, la loi relâche dans une mesure sensible le lien qui unissait à cet égard le père de famille, sa femme et ses enfants. La personnalité de chacun d'eux se marque davantage; sa volonté doit se manifester d'une manière distincte.

Enfin, la déchéance de la nationalité — sujet à peine effleuré par la législation antérieure — est traitée d'une manière plus complète par le projet de loi. Certains aspects de la dernière guerre — sur lesquels on nous pardonnera de ne pas insister — font un devoir au législateur d'établir en cette matière les sanctions nécessaires.

Ces préliminaires posés, il y a lieu d'examiner succinctement les divers points dont s'occupe le projet de loi.

*
* *

1. — Le principe, traditionnel depuis le Code civil, de la nationalité par le sang (*jus sanguinis*) est maintenu. L'enfant légitime né, même à l'étranger, d'un père belge (ou, pour parler avec le projet, d'un père ayant la qualité de Belge au jour de la naissance), est Belge. (Art. 1^{er}, 1^o.)

Quand à l'enfant naturel, il suit la condition de sa mère quand la filiation maternelle est légalement établie. Il ne suivra la condition du père que si la reconnaissance de la filiation paternelle est antérieure ou concomitante à celle de la filiation maternelle. La reconnaissance du père, postérieure à celle de la mère, ne peut donc enlever à l'enfant la nationalité que lui a conférée la reconnaissance émanée de la mère. Il va de soi (quoique le projet ne le dise pas expressément) que si l'enfant est reconnu par son père exclusivement, il aura la nationalité de l'auteur de la reconnaissance (art. 2).

Pour que la reconnaissance du père ou de la mère soit attributive d'une nationalité à l'enfant, il faut qu'elle ait lieu avant l'émancipation de celui-ci. Et si elle avait lieu après l'émancipation? Eh bien, dans ce cas, elle laisserait intacte la nationalité que possédait l'enfant. C'est à titre personnel qu'il pourra éventuellement acquérir plus tard la qualité de Belge.

L'enfant naturel légitimé pendant sa minorité et avant son émancipation par un père belge devient Belge. Si le père est étranger, l'enfant légitimé dans les conditions ci-dessus acquerra la nationalité de son père, pourvu que la loi personnelle du père décide qu'il en est ainsi. Dans le cas contraire, l'enfant conservera la nationalité qu'il possédait (art. 3.)

L'enfant né en Belgique de parents légalement inconnus et l'enfant trouvé en Belgique sont Belges (art. 2, 1^o). Il n'y a point ici infraction au principe du *jus sanguinis*. Il est raisonnable de présumer que ces

enfants sont issus de parents belges. On ne pourrait répudier cette présomption sans dépouiller ces enfants de toute nationalité déterminée. On en ferait des sans-patrie, des *Heimatlose*, et l'on n'ignore point qu'une telle situation est envisagée aujourd'hui avec défaveur tant par les juristes que par les hommes politiques. Est-ce à dire que l'*Heimatlosat* soit entièrement proscrit par le Projet de Loi? En aucune façon. On peut même affirmer que le projet en a consacré l'existence et qu'il lui donne une nouvelle extension.

En effet, la loi du 8 juin 1909 attribuait la qualité de Belge aux enfants nés en Belgique de parents sans nationalité déterminée. Le projet de loi ne contient pas une disposition semblable.

Il suit de là que les enfants, nés en Belgique de parents sans nationalité déterminée, n'auront point de patrie.

On ne saurait reprocher au projet de loi d'avoir sanctionné cette solution.

Il s'est rencontré des *Heimatlose* qui ne l'étaient qu'en apparence et qui avaient conservé d'occultes liens avec leur patrie d'origine. Il y aurait une véritable imprudence à conférer de plein droit la qualité de Belge à un *Heimatlose* qui pourrait être l'objet d'une suspicion légitime.

2 — On vient de constater qu'en ce qui concerne l'acquisition de la nationalité par la naissance (*jus sanguinis*), le projet de loi n'apporte pas de changements notables au régime en vigueur. En ce qui touche, au contraire, l'acquisition de la nationalité belge par option, il en va tout différemment.

L'acquisition d'une nationalité par option suppose, de la part de l'intéressé, l'exercice d'un choix, la manifestation d'une volonté. Il va sans dire que cette volonté ne pourra se déployer que dans les conditions indiquées par le législateur. La loi du 8 juin 1909 avait établi ces conditions avec la plus généreuse confiance. Cette confiance allait même jusqu'à faire prédominer dans certains cas le *jus soli*, à savoir le principe de la nationalité par le sol. En d'autres termes, la loi conférait de plein droit la qualité de Belge à des enfants nés, dans certaines circonstances, sur le sol belge, à moins qu'ils ne répudiasent formellement cette qualité avant l'âge de vingt-deux ans. Tel était le régime institué pour l'enfant mineur né d'un étranger qui acquérait volontairement la qualité de Belge ; pour l'enfant né en Belgique de parents étrangers dont l'un y était né lui-même, ou y était domicilié depuis dix ans sans interruption ; pour l'enfant né en Belgique d'un étranger et domicilié lui-même dans le royaume depuis six ans sans interruption.

Le Projet de Loi proscrit ces acquisitions de la nationalité belge se réalisant automatiquement au profit d'enfants issus de parents étrangers. Désormais l'option sera véritablement une option. Nous voulons dire par là qu'elle ne résultera pas simplement d'une sorte d'adhésion tacite à une faveur proposée par la loi. Elle exigera une manifestation formelle de volonté. Il y a lieu de noter que la loi réduit le nombre de cas dans lesquels cette manifestation de volonté pourra se produire. L'option ne pourra être exercée que par l'enfant né en Belgique et par l'enfant né à l'étranger de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge (art. 6). L'option

ne pourra se réaliser que si elle s'appuie sur un séjour prolongé en Belgique, indice d'une adaptation probable aux mœurs et aux idées du pays. Il faut que l'intéressé ait eu sa résidence habituelle en Belgique durant l'année antérieure à la déclaration d'option, et que, de plus, il ait résidé habituellement en Belgique, soit de quatorze à dix-huit ans, soit pendant au moins neuf ans. L'élément essentiel de l'option, à savoir la déclaration, doit avoir lieu avant que l'intéressé ait atteint sa vingt-deuxième année (art. 8.)

A l'égard des formes que doit revêtir l'option, le Projet de Loi réalise une innovation que l'on doit considérer comme essentielle. Ces formes consistent dans l'intervention de l'autorité judiciaire. Sous l'empire de la loi du 8 juin 1909, l'acquisition de la nationalité belge, dans certaines hypothèses, s'opère de plein droit, moyennant une déclaration reçue par l'autorité communale. (C'est le cas pour l'enfant né d'un père ou d'une mère qui aurait perdu la qualité de Belge et pour l'enfant né en Belgique d'un étranger.) D'après le Projet de Loi, la déclaration d'option doit être agréée par le pouvoir judiciaire qui statuera après enquête et sous la garantie de mesures de publicité très complètes (art. 10). La décision du tribunal de première instance aura véritablement le caractère d'une sentence, susceptible d'un recours exercé devant la Cour d'appel, tant de la part de l'intéressé que de la part du Procureur du Roi. Le Projet de Loi n'ouvre à personne le droit de faire judiciairement opposition à l'option. Mais il est bien certain qu'au cours de l'enquête (et l'on remarquera que le juge de paix devra toujours donner son avis), toute personne aura la faculté de dénoncer au Procureur du Roi (chargé de l'enquête) les circonstances qui pourraient s'opposer à ce que la déclaration de l'option soit agréée.

3. — Au nombre de ces circonstances, il en est une qui mérite une attention particulière. Elle est visée par l'article 7 du Projet de Loi. Voici en quels termes cet article est conçu : « L'option n'est point recevable, lorsque la loi nationale de l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité dans le cas où il en acquerrait une nouvelle ».

On n'ignore point qu'en matière de nationalité deux situations quelque peu anormales peuvent se présenter. L'une est l'absence de nationalité ; l'autre est constituée par la dualité ou la multiplicité de nationalités. Ne retenons, pour le moment, que la seconde de ces hypothèses. Sa réalisation est assurément un fait regrettable, mais il arrive qu'à raison de la divergence des lois positives, on ne puisse y échapper (que l'on songe à la situation de l'enfant né d'un Belge dans un pays qui consacre le principe du *jus soli*). Il faut s'incliner devant l'inévitable. Mais ce qui n'est pas tolérable, c'est que la dualité de nationalités (dont l'une serait la nationalité belge) soit le résultat d'un calcul politique de la part d'un État. « Acquérez une nationalité étrangère, dira cet État à ses ressortissants ; vous n'en demeurerez pas moins des nôtres. En cas de conflit entre vos deux patries, nous ne doutons pas du parti que vous dictera votre attachement à la terre de vos ancêtres ».

Ce sont des calculs de ce genre que veut déjouer l'article 7 du projet. Mais cette disposition ne fait pas obstacle à ce qu'une personne devienne

Belge alors même que la nationalité qu'elle possédait antérieurement constitue pour elle, en vertu de la loi qui la régissait, une qualité indélébile. Cette allégeance perpétuelle est compatible, soit avec une déclaration d'option, soit avec une naturalisation. Elle ne peut faire échec à ce principe essentiel que chacun doit être libre d'acquérir une nouvelle nationalité.

Remarquons à cette occasion qu'aux termes de l'article 278 du *Traité de Versailles* : « L'Allemagne s'engage à reconnaître la nouvelle nationalité qui aurait été ou serait acquise par ses ressortissants d'après les lois des puissances alliées ou associées et conformément aux décisions des autorités compétentes de ces puissances, soit par la voie de naturalisation, soit par l'effet d'une clause d'un traité et à dégager à tous les points de vue ces ressortissants, en raison de cette acquisition de nouvelle nationalité, de toute allégeance vis-à-vis de leur état d'origine ».

4. — La naturalisation sera, comme sous l'empire de la loi du 6 août 1881 (et ainsi que le veut du reste l'article 5 de la Constitution), accordée par le pouvoir législatif. C'est également la Constitution qui décide qu'il y a lieu de distinguer entre la naturalisation ordinaire et la grande naturalisation.

Pour pouvoir obtenir la naturalisation ordinaire, il faudra être âgé de vingt-deux ans accomplis (la loi du 6 août 1881 n'exigeait que vingt et un ans); avoir sa résidence en Belgique ou dans la Colonie depuis cinq ans au moins (la loi du 6 août 1881 ne parlait pas de la résidence dans la Colonie). Le délai de la résidence est réduit à deux ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge, ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge, dont il a un ou plusieurs descendants (art. 13).

Pour pouvoir obtenir la grande naturalisation il faudra : 1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis (c'est ce que disait la loi du 6 août 1881); avoir sa résidence en Belgique ou dans la Colonie depuis dix ans au moins (la loi du 6 août 1881 ne mentionnait pas la Colonie). Le délai de la résidence est réduit à cinq ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge, ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants (c'est en substance la loi du 6 août 1881). La loi du 6 août 1881 établissait, en matière de grande naturalisation une distinction, au point de vue de l'âge et de la durée de la résidence, entre les hommes mariés ou ayant des enfants, d'une part, et les célibataires ou veufs sans enfants, d'autre part. Ces différences, passablement artificielles, n'ont pas été maintenues par le *Projet de Loi*.

La grande naturalisation pourra être accordée, sans autres conditions, pour services éminents rendus à l'État *ou dans la Colonie* (ces derniers mots ne figurent point dans la loi du 6 août 1881) (art. 12).

Nous reviendrons un peu plus tard sur la situation particulière de la femme mariée en ce qui concerne la naturalisation.

Il va sans dire que la naturalisation sera, comme par le passé, conférée par le pouvoir législatif. Mais le *Projet de Loi* prescrit ici une enquête préalable, à laquelle procédera le parquet du tribunal de première instance. A cette occasion, rappelons la règle que nous avons signalée précédem-

ment en parlant des options de patrie. Il ne faut pas que l'intéressé puisse, lorsqu'il acquiert la nationalité belge, conserver sa nationalité ancienne en vertu de l'autorisation de sa loi d'origine. Lorsqu'une telle autorisation existe, la demande de naturalisation n'est pas recevable (art. 14.)

5. — Il nous paraît utile de présenter dans leur ensemble les règles que le Projet de Loi édicte pour la femme mariée, en matière d'acquisition de nationalité. Sous le régime de la loi du 8 juin 1909 et de la loi du 6 août 1881, l'étrangère qui épouse un Belge, ou dont le mari devient Belge, acquiert de plein droit la qualité de Belge. Ce principe s'applique à l'option aussi bien qu'à la naturalisation. La volonté personnelle de la femme est, dans les deux hypothèses, subordonnée à la volonté du mari. La femme, ainsi que le dit la loi du 8 juin 1909, « suit la condition de son mari ». Cette solution est évidemment dictée par le désir, fort légitime, de réaliser l'unité de la famille. Le Projet de Loi ne va pas aussi loin ; il institue un régime spécial pour la naturalisation. Que la femme étrangère qui épouse un Belge, devienne Belge, c'est tout naturel. Elle accepte d'avance cette conséquence de l'union qu'elle va contracter. Qu'elle devienne Belge, lorsque son mari devient Belge par option, cela aussi se conçoit aisément. Celui qui devient Belge par option (il faut pour cela, en principe, une déclaration faite avant l'âge de vingt-deux ans) réunit, en fait, les conditions qui permettent de l'assimiler à un Belge, et c'est ce que la femme qui l'épouse ne saurait ignorer. Mais pour la naturalisation, il en va tout autrement. Son obtention peut être poursuivie à tout âge et alors qu'existent des circonstances qui ne se rencontraient pas, et qui peut-être ne pouvaient être soupçonnées, à l'époque où le mariage a été conclu. Est-il équitable que, dans ce cas, la personnalité de la femme soit en quelque sorte absorbée par celle du mari ? Tel n'est point l'avis du Projet de Loi. L'étrangère ne devient pas Belge de plein droit par le fait de la naturalisation de son mari. Elle ne deviendra Belge que si elle le demande conjointement avec son mari ; mais elle est dispensée alors des conditions d'âge et de résidence qui sont exigées de celui-ci (art. 4 et 15.)

6. — De la situation de la femme mariée il semble naturel de rapprocher celle que la loi réserve aux enfants mineurs des personnes qui deviennent Belges par l'effet d'une option ou de la naturalisation.

Dans le système de la loi du 8 juin 1909, les enfants mineurs de l'étranger qui acquiert volontairement la qualité de Belge deviennent Belges, mais avec la faculté de répudier la nationalité belge dans l'année qui suit l'époque de leur majorité. La règle est générale ; elle vaut pour l'option aussi bien que pour la naturalisation. Le projet de loi reste en somme fidèle à ce système tout en modifiant quelques-unes de ses modalités. Deviennent Belges, les enfants mineurs non émancipés (on sait que le mariage entraîne l'émancipation) lorsque celui de leurs auteurs qui exerce sur eux le droit de garde acquiert volontairement ou recouvre la qualité de Belge. Mais, comme sous l'empire de la loi du 8 juin 1909, la faculté de répudier la qualité de Belge leur est réservée moyennant une déclaration faite avant leur vingt-deuxième année (art. 5). Cette décl-

ration peut être faite dès l'âge de seize ans accomplis, avec l'assistance des personnes dont le consentement est nécessaire aux mineurs pour la validité de leur mariage (art. 21).

L'enfant mineur, lorsqu'il est âgé de seize ans, et pourvu que les autres conditions requises par la loi soient réunies, peut faire une déclaration d'option de patrie, avec l'assistance des personnes dont le consentement lui est nécessaire pour la validité du mariage (art. 21).

7. — Il va de soi que les enfants majeurs ou émancipés ne changent pas de nationalité en même temps que leurs parents. Mais si leur auteur demande la grande naturalisation, ils peuvent, eux aussi, la demander conjointement avec lui, et dans ce cas ils sont dispensés des conditions d'âge et de résidence (art. 15).

8. — A l'égard de la perte de la nationalité, le Projet de Loi ne modifie pas très sensiblement la législation antérieure.

Perdent la qualité de Belge : celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère ; la femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée, ou dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, à condition qu'elle acquière, elle aussi, cette nationalité ; les enfants mineurs non émancipés d'un Belge devenu étranger et exerçant sur eux le droit de garde, à condition qu'ils aient acquis en même temps la nationalité de leur auteur. C'est en substance le système de la loi du 8 juin 1909 (sous la réserve de quelques changements de détail).

Notons toutefois que l'article 18 du Projet de Loi s'occupe d'une éventualité qui avait échappé aux prévisions du législateur de 1909. On comprend fort bien qu'un Belge qui acquiert volontairement une nationalité étrangère perde la qualité de Belge. Mais il peut arriver que l'acquisition d'une nationalité étrangère n'implique pas nécessairement la volonté d'une telle acquisition (supposons que celle-ci résulte d'un séjour plus ou moins prolongé sur le territoire d'un autre État). Qu'advient-il dans cette hypothèse de la nationalité belge ?

Elle subsistera évidemment ; mais, dans ce cas, le Projet de Loi permet à l'intéressé de la répudier par une déclaration formelle (art. 18, 1^o). La répudiation peut émaner d'un mineur de plus de seize ans, si elle a lieu avec l'assistance des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage (art. 21).

D'autre part, la femme belge qui épouse un étranger ou dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, ne perd pas nécessairement la qualité de Belge. Elle peut conserver cette qualité, moyennant une déclaration formelle faite dans les six mois devant l'autorité compétente (art. 18). Dans cette hypothèse, l'unité de la famille subira une atteinte assez grave. Il y a quelques années, on aurait vraisemblablement reculé devant un semblable résultat.

Quelles sont les raisons qui font qu'on l'accepte aujourd'hui sans difficulté ? Nous en apercevons deux, et qui sont également sérieuses : un respect croissant pour l'indépendance morale de la femme ; une légitime exaltation de l'idée de patrie, d'où il résulte que l'on n'admet plus qu'un

être humain, fût-ce une épouse, puisse être contraint de renoncer à sa nationalité. On ne saurait toutefois méconnaître les difficultés qui pourraient dériver du fait que la femme mariée qui veut re ter Belge, pourrait néanmoins être investie en même temps d'une nationalité étrangère.

9. — La loi du 8 juin 1909 permet à celui qui a perdu la qualité de Belge de la recouvrer moyennant certaines formalités, dont la principale est une déclaration de l'intéressé. Cette règle s'applique spécialement à la femme (veuve ou divorcée) ainsi qu'aux enfants du Belge devenu étranger. Le projet de loi maintient la faculté de recouvrer la qualité de Belge au profit de la femme après la dissolution du mariage (pourvu qu'elle soit Belge d'origine) ainsi qu'au profit de l'enfant. Il faudra, dans l'un et l'autre cas, une déclaration formelle après une résidence habituelle d'un an en Belgique. La déclaration de l'enfant doit être faite entre l'âge de dix-huit ans et l'âge de vingt-deux ans (art. 19). L'enfant mineur peut même faire la déclaration à compter de l'âge de seize ans avec l'assistance des personnes dont le consentement lui est nécessaire pour la validité du mariage (art. 21).

Le recouvrement d'une nationalité perdue est assimilable à l'acquisition d'une patrie par option. Aussi comprend-on qu'ici encore le projet de loi ait eu recours à la garantie que fournit l'intervention du pouvoir judiciaire. La déclaration de l'intéressé devra, par conséquent, être agréée, après enquête par le tribunal de première instance, sauf recours à la Cour d'appel (art. 19).

On remarquera que si le projet de loi accorde la faculté de recouvrer la qualité de Belge à la femme et à l'enfant de celui qui a cessé d'être Belge, il la refuse au contraire à celui qui a *volontairement* perdu cette qualité. En cela le projet se montre — et à juste titre — moins tolérant que ne l'est la loi du 8 juin 1909. La patrie n'est pas une valeur que l'on puisse, en quelque sorte, aliéner et reconquérir suivant son caprice ou son intérêt. On doit au surplus se souvenir que lorsque l'acquisition d'une nationalité étrangère n'est pas volontaire, l'intéressé conserve la nationalité belge.

10. — La déchéance, par l'effet d'une décision judiciaire, de la qualité de Belge, est une hypothèse que ne prévoyaient pas les lois du 6 août 1831 et du 8 juin 1909. La guerre nous a malheureusement appris qu'il se trouvait sur notre sol des Belges par naturalisation ou par option qui n'étaient Belges que de nom et qui, en réalité, n'attendaient que l'occasion de nous trahir. Il n'est donc pas besoin de justifier par de longs commentaires la disposition du Projet de Loi disant que, sur la poursuite du Ministère public, est déclaré déchu de la qualité de Belge, le Belge par option ou par naturalisation qui a manqué gravement envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre. La question de savoir si le manquement est assez grave pour devoir entraîner la déchéance, est un point de fait abandonné à l'appréciation des tribunaux. L'action en déchéance devra être introduite dans les trois ans qui suivront la mise en vigueur de la nouvelle loi. Il dépendra de la femme et des enfants du Belge déchu d'as-

socier leur sort à celui de leur époux ou de leur père; il leur est loisible (mais ils n'y sont évidemment pas contraints) de décliner en leur nom personnel la nationalité belge (Dispositions transitoires, art. 11).

11. — C'est une tradition dans nos lois sur la nationalité que ces textes législatifs contiennent des dispositions transitoires, destinées principalement à porter secours aux intéressés qui par l'effet des circonstances — ou peut-être aussi par oubli — n'ont pu bénéficier en temps utile des avantages et des facilités que leur conféraient des lois antérieures. Le projet de loi s'est forcément conformé à cette tradition. Les prescriptions qu'il renferme à cet égard se comprennent aisément, et il suffit d'y renvoyer.

Il y a toutefois lieu de noter que les ressortissants des puissances qui, au cours de la dernière guerre, ont été ennemies de la Belgique, pourront, pendant une année, exercer le droit d'option. Cette faculté leur avait été temporairement enlevée par la loi du 25 octobre 1920. (Dispositions transitoires, art. 1).

On permettra également à un rapport tel que celui-ci de renvoyer au texte du projet, pour le détail des formalités qui doivent être accomplies dans des cas déterminés. Cette remarque s'applique particulièrement aux déclarations, transcriptions, notifications etc., qu'entraîne la mise en œuvre d'un certain nombre d'articles du Projet de Loi.

12. — Nous terminerons cet exposé en attirant l'attention sur l'article 23 du Projet de Loi. Cet article déclare que la qualité de Belge de naissance est suffisamment établie par la preuve de la possession d'état de Belge en la personne de celui des auteurs du réclamant dont la nationalité forme la condition de la sienne. L'article ajoute que la possession d'état de Belge s'acquiert par l'exercice des droits que cette qualité confère, et que la preuve contraire est de droit.

Cette disposition est bien certainement inspirée par le souvenir des innombrables litiges auxquels a donné lieu, en matière électorale, la nationalité des personnes inscrites sur les listes d'électeurs. On leur contestait la qualité de Belge, qu'avec une entière bonne foi elles s'imaginaient posséder, parce que leur auteur qui, selon toute vraisemblance, se croyait Belge également, n'avait pas droit à ce titre à raison des vicissitudes politiques et des modifications territoriales auxquelles notre patrie a été soumise. De là des résultats inattendus, malaisément conciliables avec l'équité. Le Projet de Loi tient pour Belge authentique celui dont l'auteur avait la possession d'état de Belge. La notion de la possession d'état est familière au droit civil. (Voir Code civil art. 195, 196, 320-323.) Le Projet de Loi l'introduit dans le domaine du droit public. Quels seront les faits dont va résulter la possession d'état de Belge. Le Projet de Loi parle de la façon dont la possession d'état s'acquiert et cette locution ne nous semble pas fort heureusement choisie. Ces faits, d'après l'article 23, se ramènent à l'exercice des droits qui impliquent la qualité de Belge. Quels sont ces droits? Ce seront très ordinairement des droits politiques. On devra prendre en considération, par conséquent, le fait d'avoir été électeur, le fait d'avoir siégé dans un corps représentatif ou

celui d'avoir occupé un emploi public. Mais il est également des droits civils (assez rares à la vérité), dont l'exercice est attaché à la qualité de Belge. Il semble bien qu'il doive en être tenu compte pour la détermination de la possession d'état. L'article 23 déclare que « la preuve contraire est de droit ». Il paraît bien résulter de ce texte que le Projet de Loi a eu spécialement en vue des contestations qui seront éventuellement portées devant les tribunaux.

Il est possible que les dispositions de l'article 23 fassent naître quelques difficultés d'application. Mais cette perspective ne doit pas nous empêcher de nous rallier à la solution qu'il consacre.

De l'exposé qui précède on conclura, du moins nous osons l'espérer, que le projet de loi doit être admis purement et simplement, tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre des Représentants.

Le Rapporteur,
M. VAUTHIER.

Le Président,
Comte GOBLET D'ALVIELLA.